

Le président mauritanien à Bujumbura pour la médiation africaine au Burundi

PANA, 24 février 2016 Bujumbura, Burundi - Mohamed Ould Abdel Aziz, premier des cinq chefs d'Etat et de gouvernement attendus à Bujumbura, est arrivé en fin d'après-midi mercredi pour une mission de médiation de deux jours dans la crise politique qui secoue le Burundi depuis bientôt une année, suite à un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition, a-t-on constaté sur place, dans la capitale burundaise. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a fait le déplacement de l'aéroport international de Bujumbura pour accueillir son homologue mauritanien (photo).

Les présidents sud-africain, Jacob Zuma, sénégalais, Macky Sall, et gabonais, Ali Bongo Ondimba, ainsi que le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn, devraient suivre pour entamer leur mission qui ira de jeudi à vendredi. Des engins et des militaires sud-africains sont arrivés à Bujumbura pour la sécurité du Président Jacob Zuma. La délégation de "très haut niveau" avait été décidée lors du dernier sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement membres de l'Union, à Addis-Abeba, en Ethiopie, avec une large place qui a été réservée à la résolution de la crise préoccupante au Burundi. La question d'un "dialogue inclusif" de tous les protagonistes de la crise et celle d'une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (Marobu) étaient restées en suspens lors du sommet d'Addis-Abeba et doivent encore revenir dans les discussions entre la délégation de haut niveau et différents acteurs politiques locaux. La mission panafricaine intervient au lendemain de celle du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, venu lui aussi pour de bons offices dans la même crise burundaise. Le jour de Ban Ki-Moon a été ponctué par l'explosion d'au moins 12 grenades à Bujumbura, la capitale burundaise, faisant deux morts et une vingtaine de blessés. La police a encore signalé 17 arrestations parmi les auteurs présumés de ces attaques non revendiquées. La grenade a été lancée pendant que Ban Ki-Moon s'entretenait à Bujumbura, l'épicentre de la contestation du pouvoir. Le chef des Nations unies est néanmoins reparti "satisfait" de l'engagement du président burundais à dialoguer avec son "opposition pacifique" et à libérer autour de 2.000 prisonniers dans les prochains jours. La question qui fâche le plus à Bujumbura de la Maprobu et qui était soutenue par les Nations unies, n'est pas à l'ordre du jour dans le compte rendu officiel du dialogue entre Ban Ki-Moon et Pierre Nkurunziza. C'est au nom de la "souveraineté nationale" et "en l'absence de parties belligères" que la Maprobu ne passe toujours pas du côté du pouvoir burundais qui a déjà avisé de la combattre comme une "force d'invasion". Le pays retient cependant son souffle depuis que les mouvements rebelles burundais ont déclaré publiquement leur projet de combattre par tous les moyens, le régime burundais. Au niveau politique, les opposants à l'origine d'un "mouvement insurrectionnel" contre le troisième mandat du Président Nkurunziza, jugé contraire à la constitution et l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la réconciliation nationale, ne sont, par contre, pas éligibles aux négociations en vue, a redit le chef de l'Etat burundais après son entretien avec Ban Ki-Moon. Le Conseil national pour la défense de l'accord de 2000 et la restauration de l'Etat de droit (principale plate-forme de l'opposition), de son côté, s'est exprimé par voie de presse pour réduire le dialogue du pouvoir burundais à une "fausse ouverture", du moment que le Président Nkurunziza veut choisir lui-même ses interlocuteurs. Pour le président du Cnared, Léonard Nyangoma, un "dialogue inclusif" doit normalement impliquer tous ceux qui sont concernés par la crise dans son pays.